

L'Humanité



rouge

*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

0,50F

Adresse : B.P. 365
75064 Paris Cedex 02
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES LENINISTES DE FRANCE

Numéro spécial
d'ESSAI
vendredi 21 février 1975

**Dixième anniversaire de la fondation
de "L'Humanité Nouvelle"**

NOUS CONTINUONS LE COMBAT

Il y a dix ans, ce mois-ci, que parut le premier numéro de «L'Humanité-nouvelle», à l'époque organe central de la «Fédération des cercles marxistes-léninistes». Cette dernière constitua la première formation regroupant, avec de jeunes militants, d'anciens adhérents du parti «communiste» français, démissionnaires ou exclus en raison de leur condamnation du révisionnisme moderne, de leur fidélité aux principes révolutionnaires du marxisme-léninisme, et de leurs relations fraternelles avec les communistes chinois et albanais. Parmi ces camarades, celui qui devint directeur de «L'Humanité-nouvelle» fut notre regretté François Marty, après 38 années d'activité militante dans les rangs du parti communiste français. «L'Humanité-nouvelle», de mensuelle devint hebdomadaire vingt et un mois plus tard.

Elle fut alors la tribune du «Mouvement communiste français-marxiste-léniniste», formation préparant la fondation du «parti communiste marxiste-léniniste de France» (P.C.M.L.F.). Et le 31 décembre 1967, «L'Humanité-nouvelle» devint l'organe central de ce parti révolutionnaire prolétarien.

Mais, le 12 juin 1968, sur instances des dirigeants révisionnistes du P.C.F., auxquels la bourgeoisie au pouvoir devait bien ça, «L'Humanité-nouvelle» dut suspendre sa parution légale du fait de l'arbitraire décret interdisant le P.C.M.L.F.

«L'Humanité-rouge», dont le premier numéro parut à son tour en février 1969, défend la même ligne politique que «L'Humanité-nouvelle», qui n'a jamais cessé de paraître, mais qui, pour conserver sa fonction d'organe central du P.C.M.L.F., est imprimée et diffusée clandestinement.

Un lecteur vient de nous exprimer sa joie en nous adressant quelques lignes à l'occasion de ce dixième anniversaire. Il indique notam-

ment : «... Aujourd'hui, nous n'en sommes plus au rythme de parution mensuel, mais tri-hebdomadaire, et bientôt quotidien : voilà qui témoigne de l'essor des marxistes-léninistes dans ce domaine.» Il a tout à fait raison.

Ajoutons que c'est essentiellement la lutte — souvent acharnée et allant jusqu'à la violence physique — contre le révisionnisme moderne, contre les reniements et trahisons du faux parti communiste français, contre les entreprises hégémoniques du social-impérialisme et du social-fascisme russe (l'URSS n'a rien de «soviétique» a) juste sens révolutionnaire et socialiste), qui a permis l'essor du mouvement marxiste-léniniste en France comme dans le monde.

Beaucoup d'insuffisances restent à surmonter, avec l'aide de tous les militants dans le plus parfait fonctionnement du centralisme démocratique, avec l'aide de la classe ouvrière avancée, avec le soutien des masses populaires.

«L'Humanité-rouge» tri-hebdomadaire aujourd'hui, quotidienne demain, constitue et constituera l'une des armes les plus efficaces pour contribuer à la réalisation de l'objectif fixé, voilà dix ans, par «L'Humanité-nouvelle» : «l'existence en France d'un parti communiste fondant authentiquement son action sur les principes du marxisme-léninisme».

Camarades communistes, ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires, en aidant «L'Humanité-rouge» vous aiderez votre propre classe, votre juste cause, jusqu'à la révolution socialiste garantie par la dictature du prolétariat !

Vive le dixième anniversaire de la fondation de «L'Humanité-nouvelle» !

Jacques Jurquet

RENAULT

La direction menace

Comme l'écrivaient dans notre avant-dernier numéro un groupe d'ouvriers de la Régie Renault, le «succès» des caristes vanté par les bonzes CGT est loin de leur avoir procuré les avantages complets qu'ils revendiquaient.

Au surplus, de nombreuses autres catégories de travailleurs manifestent leur vif mécontentement.

Devant cette situation, hier, la direction a menacé de «mettre au chômage technique un certain nombre d'ateliers», ce qui reviendrait pratiquement à lock-outer la totalité de l'entreprise.

Les dirigeants CGT s'appliquent fébrilement à freiner et dévier la combativité montante des travailleurs. Mais, en vérité, la seule force décisive ce sont eux, les ouvriers, qui la détiennent s'ils sont décidés à déjouer les pièges de la direction et de ses complices révisionnistes.

ARMEE

Halte au sabotage de la défense nationale par les révisionnistes

Ce sont les incapacités et l'incertitude de la bourgeoisie qui sont à l'origine de l'accident qui a coûté la vie d'un jeune soldat écrasé par un char AMX-30, au cours de manœuvres. Celui-ci a été engagé dans des manœuvres dangereuses 15 jours seulement après son incorporation.

L'émotion légitime soulevée parmi les appelés du 150e R.I. les a conduits à une manifestation spontanée dans les rues de Verdun.

Mais les agents révisionnistes et trotskistes ont profité de cette occasion inespérée pour faire avancer leur idéologie antimilitariste complice des entreprises social-impérialistes de la nouvelle bourgeoisie russe.

Soutien aux justes revendications des soldats, qu'il urge de préparer, idéologiquement et militairement, à résister à toute tentative agressive des superpuissances, et plus particulièrement des social-fascistes russes et de leurs complices français.

Mardi 25 février à 20h30

METING ANTI IMPERIALISTE CONTRE LES DEUX SUPERPUISSANCES

Organisé par le CILA et le MNSPI

A la Mutualité salle B

MOYEN-ORIENT:

Nouveau round de la rivalité soviéto-américaine

La déclaration commune Kissinger-Gromyko du 17 février n'est rien d'autre que du vent. Les Etats-Unis et l'Union Soviétique qui se disputent les sphères d'influence et la domination mondiale se livrent en réalité une rivalité de plus en plus acharnée et ne sont d'accord sur rien. Au Moyen Orient c'est à un nouveau round de leur dispute que l'on assiste. Gromyko et Kissinger se sont succédés dans divers pays de la région pour propager les plans de leur pays respectif. Kissinger, ignorant obstinément la proposition du ministre révisionniste soviétique des affaires étrangères de reprendre la Conférence de Genève, à la fin février ou au début mars, a annoncé qu'il reviendrait au Moyen Orient à la mi-mars pour régler les problèmes concrets. Brejnev furieux a attaqué le 14 février la solution par étapes sans même mentionner le nom de Kissinger. En même temps les sociaux-impérialistes russes ont cherché à colmater les brèches dans les relations soviéto-égyptiennes.

La détérioration des rapports URSS-Egypte était devenu enco-

re plus évidente après l'ajournement de la visite de Brejnev au Caire.

En janvier l'Egypte a dénoncé à plusieurs reprises le refus de l'Union Soviétique de remplacer les armes perdues par l'Egypte pendant la guerre d'octobre 1973, et dénonce aussi le silence opposé à l'Egypte qui demandait le report du remboursement de ses dettes envers l'Union Soviétique. L'Egypte a aussi exprimé son vif mécontentement de la discorde entre les pays arabes qu'a semée l'Union Soviétique en soutenant l'un et en exerçant des pressions sur l'autre. En même temps, les Etats-Unis, de leur côté, ont mis à profit cette situation pour lancer des gestes amicaux à l'égard des pays arabes.

Au cours de la visite de Kissinger en Egypte, fut signé un accord portant sur un prêt de 80 millions de dollars U.S. fourni par les USA à l'Egypte. Et le jour même de l'arrivée de Gromyko à Damas le département d'état U.S. annonçait qu'il prévoyait la fourniture à la Syrie d'une aide économique de 25 millions de dollars.

Les pays producteurs de café

ILS ELABORENT DES MESURES DE DEFENSE DU PRIX DU CAFE.

Pékin, 17 février 1975 (Hsinhua) — Selon une information en provenance de San Salvador, les délégués de plus de 40 pays producteurs de café ont tenu, du 14 au 16 février à San Salvador, une réunion pour discuter des mesures de défense du prix du café.

Cette réunion intervient alors que les prix du café ont subi une forte baisse, résultant de l'aggravation de la crise économique dans le monde capitaliste, de la manipulation des marchés mondiaux et des pressions à la baisse sur les prix pratiqués par l'impérialisme et notamment par les superpuissances. C'est ainsi que le prix du café a baissé de 25 à 30 % l'année dernière. Il y a un an, la livre de café provenant du Salvador ou d'autres pays producteurs valait 70 cents U.S. ou plus sur le marché de New York, mais elle ne vaut plus aujourd'hui que près de 50 cents U.S. Ce brusque repli du prix du café a sérieusement affecté l'économie des pays producteurs de café, le Salvador en particulier dont la moitié des revenus en devises étrangères dépend du café.

Un communiqué publié à l'issue de la conférence a annoncé que les producteurs continueraient à garder des contingents

de café qui en seront pas vendus sur le marché international, jusqu'à ce que leur objectif en ce qui concerne les prix soit atteint.

Cette réunion du groupe mondial des producteurs de café est une préparation aux négociations entre les pays producteurs de café et les pays consommateurs qui auront lieu le mois prochain à Londres. Rappelons qu'une réunion entre les deux groupes s'était déjà tenue le mois dernier à Londres, au cours de laquelle les pays producteurs ont présenté aux consommateurs une proposition en trois points comme base pour un nouvel accord international sur le café. Les trois points sont les suivants : premièrement meilleur équilibre entre les prix du café et les coûts des produits manufacturés ; deuxièmement, ajustement automatique des prix en fonction de la dévaluation du dollar U.S. et des autres monnaies occidentales, une fois que le nouveau prix sera fixé ; troisièmement, garantie d'approvisionnement adéquat en café. Mais cette proposition raisonnable fut repoussée par les pays consommateurs. Les pays producteurs ont maintenu cependant leur proposition au cours de la réunion de San Salvador.

USA

UN MOIS DIFFICILE POUR L'INDUSTRIE

La production industrielle américaine a encore baissé de 3,6 % en janvier ; c'est le repli mensuel le plus important enregistré depuis décembre 1937, dernière période de la grande crise de 1929 ! De novembre à janvier, l'indice de la production industrielle avait déjà baissé de 10,8 %. Ceci surtout dans les secteurs de l'automobile, des articles de consommation, textiles,

papiers, produits chimiques.

«C'est un signe de l'aggravation de la récession aux Etats-Unis», souligne la presse américaine. Cela surprend le gouvernement américain qui ne s'attendait pas si vite à un tel recul.

Dernier chiffre : le revenu moyen «réel» des ouvriers en 1974 a baissé de 21 % a annoncé le département du travail américain.

URSS

LA CRISE S'AGGRAVE

Dans l'URSS de Brejnev aussi — quoiqu'en dise «l'Humanité» à tout bout de champ, la crise économique est profonde ; c'est l'un des facteurs de sa volonté d'expansion militaire. Les données ci-dessous sont tirées d'un rapport officiel soviétique que vient de publier le bureau central des statistiques.

Ce rapport parle des «succès» de l'économie soviétique en 1974. Mais si l'on compare les chiffres de production obtenus et publiés aux chiffres fixés par le plan quinquennal publiés eux aussi en leur temps, on constate que les objectifs n'ont pas été atteints pour 80 % des produits industriels ; et ceci dans des secteurs aussi importants que l'électricité, le pétrole, le gaz naturel, le fer, l'acier laminé, etc...

Graves retards également dans les transports et la construction de base ; en ce qui la concerne, le bureau central des statistiques a dû admettre que «de graves insuffisances existaient encore dans la construction de base : une série de départements dans l'économie nationale et l'industrie n'ont pas achevé leurs plans quant à l'augmentation des valeurs fixes et des capacités de production, tandis que le volume des travaux de construction achevés s'est accru au cours de cette année».

C'est la restauration du capitalisme en URSS qui est la cause d'une telle situation : la clique

au pouvoir recherche des profits et oriente l'économie suivant le principe «des canons, pas de beurre».

Qu'on en juge : ce sont les biens d'équipements, les articles de consommation et l'agriculture qui ont les plus mauvais résultats. Un exemple : la production de chaussures de 1974 est inférieure à celle de 1971 ! Sans parler de la qualité : «dans l'industrie légère, les produits de haute qualité ne représentent que 1 à 5 % de la production totale des divers articles», a indiqué récemment le journal soviétique «Les Izvestia». Autre exemple, la production céréalière a connu six diminutions annuelles de 1965 à 1974 — de 27 millions de tonnes de 1974 par rapport à 1973. Autrement dit, c'est le peuple soviétique qui patit le plus, dans sa vie quotidienne de tous ces échecs.

Comment le rapport peut-il parler de «succès» ? C'est : — en manipulant les chiffres : il compare le chiffre de céréales produits de 1974 à celui de 1971, année très difficile dans l'agriculture, donc «augmentation» !

— en réduisant constamment les objectifs d'une année sur l'autre, ou bien en cours d'année !

— en pratiquant le mensonge et la flagornerie : la «Pravda» a loué en janvier la politique agricole de Brejnev qui est pourtant un échec caractérisé.

PROLETARIAT

Revue théorique et politique marxiste-léniniste et de la pensée Mao Tse-toung vient de publier un numéro double (No 7/8) avec un très riche sommaire. Vous pouvez vous le procurer à la librairie les Herbes Sauvages, 70 Rue de Belleville, Paris (20). L'exemplaire : 11 F.

AU SOMMAIRE DU No 7/8 : - Une puissante arme anti-révissionniste : «La Démocratie nouvelle» - Le révisionnisme à cœur ouvert - Analyses des grèves des P.T.T. et de l'O.R.T.F. - La rivalité et la confrontation U.S.A. — U.R.S.S. en Europe - La lutte sur le front culturel - Cours sur le capitalisme monopoliste d'Etat.

Succès du meeting de soutien au peuple palestinien

Le vendredi 31 janvier, le Comité Palestine de Metz et l'Association de Solidarité Franco-Arabe ont organisé une conférence-débat sur le thème « Une Palestine pour tous », avec Lucien Bitterlin, président de l'ASFA et un militant juif anti-sioniste.

A cette occasion, tous les ennemis de la lutte du peuple palestinien se sont déchaînés.

— Les sionistes, très influents à Metz, firent interdire la salle où devait se dérouler le meeting : ils se mobilisèrent pour recouvrir les murs de la ville d'affiches dénonçant les « complices des assassins d'Orly », visant à assimiler l'OLP aux terroristes ;

— La police mit également la main à la pâte en arrêtant des militants anti-impérialistes qui collaient des affiches appelant au meeting, fournissant ainsi une nouvelle preuve s'il en est encore besoin, de l'importance du danger fasciste dans notre pays ;

— Le silence des révisionnistes du P.C.F. était éloquent, mais ces faux amis des peuples arabes et palestiniens pouvaient compter sur leurs agents trotskistes de la Ligue « Communiste Révolutionnaire », qui ont impulsé la création précipitée d'un pseudo-comité « Palestine vaincra » pour faire diversion et pour mieux placer leur camelote (Palestine socialiste, Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient, etc....).

Malgré cette mobilisation anti-palestinienne, le meeting s'est tenu (dans une autre salle) et a réuni environ 250 personnes. Après la victoire diplomatique de l'OLP à l'ONU, et à l'heure où les bruits de guerre se font entendre au Moyen-Orient et alors que les deux superpuissances multiplient leurs manœuvres sur le dos des peuples, le succès de ce mee-

ting a également constitué une manifestation concrète de l'unité anti-impérialiste du peuple français et des peuples du Tiers Monde. C'est ce que soulignait un message du Parti Communiste Marxiste Léniniste de France :

Pour une Palestine libre, laïque et démocratique, développons la lutte contre le sionisme et les deux super-grands !

MOTION ADOPTÉE AU MEETING :

Les participants à la réunion sur le problème palestinien à Metz le 31 janvier 1975, avec le concours de Lucien Bitterlin, secrétaire général de l'Association de Solidarité Franco-Arabe, élèvent une protestation indignée contre les pressions exercées sur l'Association A.M.O.L. pour obliger (avec sommation d'huissier) à dénoncer la promesse de location de sa salle rue Haute-Seille aux organisateurs de la Conférence-débat : « Une Palestine pour tous ».

Ces pressions proviennent de milieux sionistes messins bien connus (cela s'est déjà produit en 1969 pour une conférence semblable qui devait se tenir à l'Hôtel de Ville) dont certains tentent de s'abriter derrière « les

déportés de Metz ».

Elles démontrent l'intolérance de personnes qui refusent la liberté d'expression quand celle-ci cherche à rétablir une information trop souvent falsifiée ou même étouffée par une propagande pro-israélienne intoxicante.

Nous disons « Halte » à ce terrorisme intellectuel qui a pour pendant un terrorisme physique s'exerçant presque quotidiennement au Sud Liban par des bombardements massifs des camps de réfugiés palestiniens.

Cette motion, votée par l'assemblée le 31 janvier 1975 au Foyer du Jeune Travailleur de Metz, est communiquée aux responsables civils et religieux, à la Presse, aux partis politiques et aux syndicats.

Mise au point de l'O.L.P. a Paris

A propos des incidents qui se seraient produits au journal « Libération » le jeudi 30 janvier dans la soirée.

Jeudi 30 janvier, vers 19 h 30, Azzedine Kalak, représentant de l'OLP à Paris, a reçu un coup de téléphone d'un rédacteur du journal « Libération ». Celui-ci l'informait de la venue d'un « commando », qui aurait été composé de membres d'un « comité contre la circulaire Marcellin-Fontanet », d'un « front de lutte antisioniste » et d'une « nouvelle gauche prolétarienne » (*). Ces personnes se seraient recommandées de l'OLP. Elles auraient menacé de violenter le personnel, et de briser le matériel, si « Libération » ne publiait pas un communiqué l'accusant d'avoir organisé son gala le même jour que celui qui avait été choisi pour le gala de soutien à l'enfance palestinienne.

Azzedine Kalak a fait au journaliste de « Libération » qui ne l'a pas publiée - la mise au point suivante :

L'OLP
— ne connaît ni les gens, ni les organisations nommées par le journaliste ;
— ne sait rien du communiqué dont ces mêmes personnes « exigent » la publication ;
— a pour principe fondamental de ne jamais se prêter à ce genre d'action, et condamne, par conséquent, l'utilisation de son sigle à des fins qui ne servent en rien les intérêts de la résistance palestinienne ;
— ne s'immisce jamais dans la vie politique d'un quelconque journal du pays dans lequel elle se

trouve.

Au sujet du différend qui opposait le journal « Libération » et les organisateurs de la journée de l'enfance palestinienne, l'OLP pense qu'il s'agit d'un regrettable manque d'échange d'informations.

L'OLP tient à préciser que, si le gala était sous son égide, elle n'en était pas l'organisatrice.

* Contrairement à ce qui a été dit à Azzedine Kalak par un membre de sa rédaction, « Libération » du 31 janvier ne mentionne plus ces trois organisations citées, et parle de gens se réclamant de l'OLP et du MTA.

(d'après « Palestine-Informations » no 60)

Espionnage sioniste en France ?

Un ami « juif anti-sioniste » nous a communiqué un éloquent document sur les activités en France des agents de l'Etat fasciste et raciste d'Israël. Il s'agit d'une discrète publication, de quelques pages seulement, intitulée « Technion-Informations », bulletin du « Groupement français des Amis du Technion de Haïfa ».

Le « Technion » est l'Institut de technologie d'Israël, présenté comme ayant un niveau comparable à ceux du Massachusetts Institute of Technology (USA) ou des meilleures écoles occidentales.

Le « G.F.A.T. » association déclarée conformément à la loi du 1er juillet 1901, a été fondée « sous le haut patronage du Ministère Français des Affaires étrangères... et de l'ambassade d'Israël à Paris ». Il se propose officiellement le « développement des échanges d'information et de documentations techniques dans tous les domaines couverts par l'enseignement donné au Technion ». Encarté dans ses pages centrales, « Technion-Informations » contient un bulletin d'adhésion précédé d'une notice où l'on peut lire :

« Comment aider le Technion.

Les impératifs du Technion, base de la sécurité nationale d'Israël et de sa croissance industrielle, sont tels qu'il y a maintes façons de s'associer à son effort (souligné par nous). Certains amis du Technion, par leurs dons, permettent à l'Institut... de recevoir les dernières publications scientifiques et technologiques... » et suit ce post-scriptum sans ambiguïté : P.S. — Pour savoir comment nous aider, écrivez ou téléphonez au G.F.A.T. ».

Un appel presque ouvert à l'espionnage scientifique en faveur de l'Etat sioniste. Et, pour le moins, une belle couverture !

A propos de "l'Education française" dans les DOM-TOM

Nous publions ci-dessous un article N° 12 du journal patriotique d'information et de lutte « La voie du peuple » (Martini-que) :

« Quelques questions pour M. Haby, ministre français de l'éducation nationale ».

A la mi-février, le ministre de l'éducation soit disant nationale viendra en vacances tropicales. Il y a des pourquoi ? à se poser...

— Nos jeunes, surtout ceux des ouvriers et petits cultivateurs sont renvoyés à 16 ans ?

— Nos jeunes sortent des écoles sans qualification, ni emploi ?

— Nos jeunes sont obligés de s'expatrier pour trouver un emploi ?

— Des centaines d'enseignants sont licenciés sans indemnité ?

— Des centaines d'européens viennent prendre la place de nos compatriotes ?

— Des établissements mal équipés et avec un personnel insuffisant ?

— Des classes surchargées et des matières artistiques supprimées ?

Il ne faudra pas compter sur des syndicalistes traitres (les Ménil et Marin) pour dire ces vérités, et encore moins sur des valets administratifs du genre Lucien...

L'Education française est une entreprise d'assimilation, pour bloquer les progrès intellectuels et économiques du peuple martiniquais et pour faire du « parent d'élèves » un acheteur de milliards de marchandises aux mains des capitalistes français.

abonnement

Dans une première étape nous ne publions l'Humanité rouge que trois fois par semaine, à l'apogée de la semaine, laquelle nous maintiendra la publication d'un bi-mensuel

(Ecrire en Majuscule, s.v.p.)

NOM.....

PRENOM.....

ADRESSE.....

Tri-hebdo (6 mois)

Pli ouvert 75 F.
Pli fermé 172 F.

Bi-mensuel (6 mois)

Pli ouvert 30 F.
Pli fermé 59 F.

Tri hebdo et bi-mensuel (6 mois)

Pli ouvert 100 F.
Pli fermé 230 F.

OULLINS (RHONE)

Mener de front la lutte contre les licenciements et les manoeuvres revisionnistes

Le 6 février, le patron des « Isolations Thermiques » — petite boîte d'Oullins commune de l'agglomération lyonnaise — annonce le licenciement des 29 travailleurs pour des raisons économiques....

Le lendemain l'usine est fermée sans que les délégués soient informés de la situation et avant même l'envoi des lettres de licenciements !

Les travailleurs organisent la riposte.

Le 10 février, avec leur section syndicale CFDT, seule organisation dans l'usine, les travailleurs décident en assemblée générale, d'occuper leur usine.

Dès ce jour, l'UL CFDT soutient et popularise cette lutte par un tract, diffusé à plusieurs milliers, dans lequel les grévistes expliquent qu'ils entendent s'opposer aux licenciements et exiger leur salaire de janvier.

Ils lancent également un appel à la solidarité à tous les travailleurs du secteur.

Quant à la CGT qui n'a qu'un adhérent dans l'usine, c'est l'UL CGT — contrôlée par les révisionnistes du P«C»F — qui est intervenue par tract sans que le contenu de celui-ci soit d'ailleurs soumis au grévistes ! Dans ce tract la CGT reproche à la CFDT d'avoir pris, seule, l'initiative d'informer la population. En fait, la CGT lui reproche d'avoir pris l'offensive contre les licenciements. Et puis c'est les refrains habituels «c'est la faute à Giscard... aux monopoles...»

comme si les travailleurs Pignoraient ! La CGT profite de cette occasion pour exposer son catalogue revendicatif, tout y passe ; de l'échelle mobile aux nationalisations, toutes les recettes miracles du programme commun !

Mais aucun appel à la mobilisation pour engager une riposte de masse et offensive contre le chômage ! Et si les révisos de la CGT et du P«C»F se sont infiltrés dans l'usine, ce n'est pas pour aider au développement de la lutte mais pour l'orienter sur les objectifs bourgeois du programme commun.

Des délégations auprès des autorités ! Un élu municipal du P«C»F a accompagné des grévistes auprès du maire PS pour lui demander d'intervenir auprès des pouvoirs publics. La voilà l'action du P«C»F qui prétend encore être «le grand parti révolutionnaire» !

Et c'est en plaçant constamment la classe ouvrière sur des positions défensives et défaitistes que les révisionnistes comptent livrer notre peuple aux visées expansionnistes du social-impérialisme soviétique ; principal danger pour les pays européens.

Le voilà le vrai visage des révisionnistes et ce n'est pas leurs déclarations fracassantes qui en change la nature contre-révolutionnaire. Tôt ou tard, la grande masse des travailleurs les démasqueront et les combattront.

Correspondant H.R.

Marine en lutte

Dans une lettre à l'H.R., les militants qui publient «Marine en lutte» précisent :

«Au niveau de notre journal nous avons trois axes :

— l'unité ouvrière et l'unité populaire en informant les marins sur les luttes ouvrières et populaires, en montrant les convergences avec les luttes dans la marine, et les possibilités de les unifier ;

— au niveau maritime une critique du système capitaliste, de ses contradictions et des fausses solutions qu'il propose ; des objectifs de lutte ; des mots d'ordre ; des propositions pour la période de dictature du prolétariat ;

— au niveau idéologique une critique du réformisme, la présentation du projet communiste.

Nous supposons, naturellement, que par «critique du réformisme» les militants de «Marine en lutte» entendront également l'indispensable dénonciation du révisionnisme moderne. D'ailleurs ils se déclarent particulièrement intéressés par l'expérience concrète du parti communiste chinois. H.R. assure Marine en lutte de ses sentiments d'amitié communiste.

* Marine en lutte -
43 ave de l'Ange riviére -
44800 Saint Herblain.

Nouveau Bureau d'Editions
— NBE —

Deux lignes opposées dans le mouvement syndical mondial par Philip Kota — dirigeant des syndicats albanais

Prix : 12,90 F — disponible à :
E-100 — 70, rue de Belleville
75020 — Paris

Les patrons doivent payer!

Le «collectif chômage» de Paris 15ème a diffusé un tract dont voici des extraits :

«Nous sommes des milliers à venir faire la queue pour pointer, deux fois par mois, pointer pour pouvoir toucher les allocations de misère que le gouvernement veut bien nous donner, à condition que l'on ait pas quitté son dernier employeur «sans motif légitime» sinon pas d'Aide Publique, pas d'ASSEDIC, à condition qu'on ait pas été vidé pour «faute professionnelle», sinon pas d'Aide Publique, à condition qu'on soit «physiquement apte à un emploi», sinon pas d'indemnité d'attente, à condition que, à condition que...

Et tout ça pour qu'on nous file le fric au moins deux mois après s'être inscrit. Et pendant ces deux mois, est-ce qu'on n'a plus à payer le loyer, est-ce qu'on nous fait cadeau des quittances EDF GDF, est-ce qu'on peut prendre le métro, le bus, le train gratis, enfin, est-ce qu'on peut aller se servir dans le super-marché ?

Non, pas jusqu'à présent !

Le tract explique que le contrôle est partout :

«Quand on est chômeur par la carte de pointage, quand on est immigré par la carte de séjour

et de travail, quand on est usager des transports publics, par leurs flics qui patrouillent, tels des hordes sauvages à la recherche du premier «hors la loi», celui qui n'a pas payé son ticket, celui qui, au teint basané, n'aurait pas ses papiers en règle, enfin quand dans les quartiers on nous contrôle...

On veut le fric auquel on a droit pour garantir nos ressources, tout de suite, pas deux, trois ou quatre mois après s'être inscrit, pour tout le monde sans exclusion de certains pour tel ou tel motif, pour nous diviser encore une fois entre chômeurs.

LE CHOMAGE PARTIEL S'ETEND

D'après les chiffres du ministère du travail, le nombre des journées indemnisables est passé de 160 200 en décembre 1973 à 746 700 en novembre 1974, et à 1 742 300 en décembre.

Le nombre de chômeurs partiels (sont pris en compte seulement ceux dont l'horaire est en dessous de 40 heures par semaine) : 35 200 en décembre 1973, 194 800 en novembre 1974 et 421 200 en décembre 1974 !

Extrait de

“JEUNES EN LUTTE” N° 2

Extrait de «Jeunes en lutte» no 2 (30 février 1975). Bulletin du cercle des jeunes communistes marxistes-léninistes «Gabriel Péri» (section Fameck).

POUR UNE JEUNESSE REVOLUTIONNAIRE

Le lycée de Fameck a un passé de luttes, luttes menées successivement par le Comité d'Action Lycéen et le Front Lycéen. En tirant le bilan, des erreurs et les acquis des luttes de ces deux mouvements, une démarcation a été faite par les militants du F.L., suivie par la création du Cercle de Jeunes Communistes Marxistes-Léninistes «Gabriel Péri», afin de permettre à la jeunesse de s'organiser...

Ce cercle est né pour permettre à la jeunesse d'avoir une action déterminante et efficace. En effet, la jeunesse n'est pas un îlot privilégié, ne constitue pas un bloc homogène du fait de son existence, mais au même

titre que toutes les couches de la société, elle est traversée par la lutte des classes, c'est à dire qu'elle est amenée à choisir son camp : la bourgeoisie ou le prolétariat.

Le travail en milieu «Jeunes» est très important (au même titre que le travail à mener sur les fronts «femmes» et «paysans») mais il est indissociable du Combat de la classe ouvrière au niveau international, européen et national (une analyse politique du rôle que la jeunesse révolutionnaire doit avoir dans le cadre de la situation internationale, paraîtra dans «Jeunes en lutte», No 3).

Une nouvelle brochure :

DEMASQUONS LE SOCIAL IMPERIALISME SOVIETIQUE !

De nombreuses révélations sur la dictature social-fasciste qui écrase les peuples de l'URSS et de ses néo-colonies, ainsi que sur les entreprises social-impérialistes de cette superpuissance, présentée dans une publication de 180 pages réalisée par le C.I.L.A. (Centre d'Information sur les Luites Anti-impérialistes). L'exemplaire : 12,50 F.
Diffusion : C.I.L.A. — 88 rue Rébeval — 75019 Paris —
ou : E-100 — 70 rue de Belleville — 75020 Paris —